

Discours de Martti Ahtisaari sur l'adhésion de la Finlande à l'Union européenne (Tampere, 24 septembre 1994)

Légende: Le 24 septembre 1994, un mois avant le référendum organisé en Finlande sur l'adhésion du pays à l'Union européenne, Martti Ahtisaari, président de la Finlande, se prononce sur le problème de l'indépendance du pays dans l'Union européenne.

Source: Speech given by President Martti Ahtisaari in Tampere, September 24, 1994. [ON-LINE]. [Helsinki]: The President of the Republic of Finland 1994-2000, Updated 18.02.2000[28.07.2003]. Disponible sur http://www.valtioneuvosto.fi/tpk/eng/speeches/speech_texts-1994.html.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_martti_ahtisaari_sur_l_adhesion_de_la_finlande_a_l_union_europeenne_tampere_24_septembre_1994-fr-c995d6d2-217c-4a74-a1b6-d1789fa613f2.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

L'indépendance de la Finlande et l'intégration européenne

Nous nous préparons au référendum qui décidera de l'éventuelle adhésion de la Finlande à l'Union européenne. Dans le même temps, la communauté internationale met progressivement fin à un demi-siècle de division politique. Le soutien en faveur de la coopération et de la réconciliation et les possibilités qui s'offrent à cet égard sont plus grands que jamais auparavant. Une chance réelle s'offre maintenant à la communauté internationale de créer un avenir meilleur et plus sûr.

La Finlande est confrontée à un choix historique. Nous sommes en tant que nation dans l'heureuse situation de n'y être contraints par aucune force extérieure. Nous sommes véritablement les artisans de notre destin.

Jamais encore nous n'avons organisé de référendum consultatif sur une question de politique étrangère. Le caractère propre de tout le processus d'intégration s'y trouve reflété: il s'agit d'une participation volontaire à une coopération entre des États indépendants.

La question de l'indépendance a souvent dominé le débat national sur l'adhésion à l'Union européenne. Nous, Finlandais, aimons notre pays. Nous travaillons pour lui sans relâche. Nous attachons la plus haute importance au bien-être de ses citoyens dans toutes les sphères de la vie. En cela, la question de l'Union européenne ne nous divise pas et n'établit pas de discrimination entre nous.

Depuis sa fondation, les influences culturelles et sociales les plus importantes auxquelles a été exposée la Finlande sont venues d'autres parties de l'Europe septentrionale et continentale. Notre situation géographique a aussi entraîné des interactions avec la culture russe.

Nous avons bâti notre identité nationale à la croisée de ces courants culturels, retenant ce qui est le plus fondamentalement finnois tout en laissant leur place aux apports extérieurs. Notre identité nationale est donc solidement enracinée; elle résulte d'un processus séculaire.

L'ouverture de nos portes au reste du monde ne menace donc pas notre identité nationale, mais l'inverse le ferait. C'était vrai autrefois et le restera. Depuis de nombreuses années, la communauté internationale se caractérise par deux tendances opposées: l'intégration et la fragmentation. L'Europe en a fait de force l'expérience. L'ex-Yougoslavie s'est désagrégée. L'unification de l'Allemagne est devenue possible lorsque la guerre froide opposant deux systèmes sociaux différents a cessé, laissant la victoire à la démocratie.

Il faut savoir que même les grands pays doivent collaborer plus étroitement avec les autres pour satisfaire leurs intérêts et assurer leur bonne santé économique.

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, les économies de marché européennes se sont progressivement engagées dans une coopération toujours plus étroite pour faire en sorte que leur développement se déroule dans la paix et pour garder leur place face à la concurrence mondiale. L'Union européenne est devenue le moteur de ce processus.

Pendant la guerre froide, l'Union soviétique a longtemps ressenti la Communauté européenne comme une rivale politique. Remercions le président Kekkonen, grâce auquel nous avons fini par signer un accord de libre-échange avec la Communauté économique européenne. L'extinction de la Guerre froide a amené une transformation rapide des relations internationales sur notre continent. De nouvelles possibilités de coopération économique et politique se sont notamment ouvertes.

L'élargissement de ce qui était Communauté européenne et qui est devenu aujourd'hui l'Union européenne s'est déroulé en plusieurs étapes, la première au début des années 70 et la deuxième dans les années 80. Dans l'actuelle et troisième vague d'élargissement, l'Union revêt une dimension plus clairement nordique et centrale.

Il est clair que l'Union ne s'est encore jamais élargie autrement, et les informations dont nous disposons montrent que rien n'a changé à cet égard. Lorsque la phase actuelle d'élargissement sera terminée, il est peu

probable que cela se produise à nouveau avant le début du siècle prochain. Si la Finlande ne parvient pas à saisir l'occasion actuelle, nous n'en retrouverons pas d'autre avant de nombreuses années.

L'élargissement a toujours été suivi par un temps de réformes intérieures au sein de l'Union. Dans les années 70, elle a élaboré des modes de coopération plus étroits; dans les années 80 elle a formulé son Acte unique européen, premier pas vers la création d'un marché unique. Aujourd'hui, dans les années 90, elle se propose d'étudier la possibilité d'une union économique et monétaire et d'améliorer la coopération en matière de politique étrangère et de sécurité entre les gouvernements.

En s'élargissant, l'Union jette les bases d'un développement stable et équilibré sur tout le continent. L'élargissement européen est un facteur crucial pour le développement futur des économies en transition d'Europe centrale et orientale. Promouvoir l'élargissement, c'est contribuer directement au développement de ces pays.

Du point de vue de la Finlande, l'élargissement de l'Union européenne marie les objectifs de l'économie, du bien-être et de la sécurité. Chacun de nous ferait bien de méditer sur ce que serait la situation aujourd'hui si l'Union européenne n'avait pas commencé à s'élargir depuis la fin des années 60.

Dans le cadre du débat suscité par notre adhésion éventuelle à l'Union européenne, de nombreuses questions ont été posées sur ce qu'il adviendrait alors de nos frontières. Deviendrions-nous l'objectif de flots incontrôlés d'immigrants venus d'ailleurs? Notre taux de criminalité augmenterait-il? Nos lacs et leurs rivages seraient-ils gâchés? Ces inquiétudes sont compréhensibles.

Aucun pays ne peut faire face isolément aux menaces nouvelles qui pèsent sur sa sécurité. Répétons-le, l'Union européenne nous offre le meilleur moyen d'affronter ces problèmes. Sans une collaboration au sein de l'UE, nous ne parviendrons pas à y faire face très longtemps.

Comme je l'ai souligné à différentes occasions, l'Union européenne est avant tout un système de coopération entre des États indépendants, une nouvelle forme d'union entre des États. Ce fait est inscrit également dans ses traités fondateurs.

Les possibilités qu'offre l'Union aux petits pays en particulier dépassent celles dont ils bénéficieraient en restant à l'extérieur.

L'Irlande, le Portugal, la Grèce, le Danemark et le Benelux font partie de ces petits pays de l'Union européenne dans lesquels les avantages de l'adhésion apparaissent largement supérieurs à ses inconvénients. L'Union européenne est la meilleure garantie, pour les petits pays, qu'ils ne seront plus les jouets des politiques des grandes puissances. Ni plus, ni moins.

J'ai rencontré il y a quelques semaines l'un des principaux partisans de l'intégration européenne, l'ex-Premier ministre britannique Sir Edward Heath. Il soulignait que les nouveaux États membres de l'Union (il parlait de l'Irlande, des pays méditerranéens et du Danemark) avaient eu davantage de possibilités de développer leurs zones rurales et l'activité économique de ces zones grâce à leur adhésion. Et il se demandait pour quelle raison un pays comme la Finlande, doté de vastes territoires et dépendant largement de ses forêts, ne réussirait pas à en tirer les mêmes avantages.

L'adhésion à l'Union européenne nécessitera dans tous les cas un processus d'ajustement délicat de la part de la société finlandaise. Il s'agit cependant de s'adapter non pas à moins, mais à davantage d'opportunités. Si nous restions en dehors de l'Union européenne, celles-ci seraient tout simplement bien moindres. Toutes les grandes analyses le confirment. Si cela n'était pas le cas, nous ne nous serions jamais lancés dans ce processus.

J'appelle à un consensus national qui approuvera le train de réformes nationales indispensable au développement des zones rurales. Avec ce dispositif, les habitants de ces zones pourront désormais se tourner vers l'avenir avec confiance. Il mettrait fin aux éternelles querelles concernant la nécessité pour la

Finlande de posséder un secteur agricole et si oui, de quelle ampleur.

Le secteur agricole, s'il était assujéti aux accords du GATT et à des décisions politiques nationales, aurait un avenir plus incertain.

La décision d'adhérer à l'Union européenne et de coopérer plus étroitement avec des démocraties comme la nôtre demandera du courage, car elle aura d'importantes conséquences à long terme. En rejetant cette chance, nous ferions preuve non pas de courage mais d'imprudence, et nous nous exposerions en réalité à de grands risques. Nous nous exclurions délibérément de la sphère de coopération entre les démocraties européennes stables. Notre place est là où les pays construisent leur avenir sur la base du libre-arbitre, de l'égalité et de la primauté du droit.

Je suis convaincu que la contribution des pays nordiques à l'Union européenne donnerait à celle-ci une dimension spécifiquement septentrionale et garantirait qu'elle se transforme non pas en une union de bureaucraties mais en une union de citoyens. De citoyens aux racines solidement ancrées dans leur patrie, dans leur propre identité nationale.

L'Union nous offre une meilleure possibilité de renforcer la sécurité de notre continent et de faire face aux problèmes sécuritaires mondiaux. Elle nous permettrait de pousser plus loin que ce qui constitue depuis longtemps l'axe majeur de notre politique européenne. Nous avons œuvré constamment pour mettre fin à la division de la guerre froide et pour favoriser la coopération sur l'ensemble du continent.

Nombre de débats ont eu lieu concernant la possibilité que nous devenions membres d'une alliance militaire lorsque l'Union européenne abordera la question de l'approfondissement de sa politique étrangère et de sécurité commune dans le cadre de sa conférence intergouvernementale.

Comme je l'ai souligné en diverses circonstances, la sécurité de l'Europe doit être constamment réévaluée. Il en va de même des moyens par lesquels la sécurité est renforcée. Les alliances établies dans le contexte de la guerre froide – ce qui en reste – s'adaptent actuellement à l'ère nouvelle. En matière de sécurité, un ordre européen nouveau, plus global, se crée progressivement. Nous devons participer à ce processus sur la base de notre politique actuelle. Nous avons une contribution importante à faire.

Le temps qui nous reste avant le référendum permettra aux citoyens, je l'espère, de se faire une idée plus nette des choix réels. Je suis certain que les Finlandais, réalistes, sont tournés vers l'avenir. Ils savent ce qui est bon pour leur patrie.

Il y a une semaine à peu près j'étais en Laponie. La campagne était splendide, dans ses habits d'automne. Les habitants affichaient une grande confiance en l'avenir. Ils m'ont rappelé à maintes reprises qu'ils ont toujours survécu au changement. Et ce sera encore le cas cette fois, ont-ils dit.

À Inari, j'ai lu par hasard une brochure du centre civique local. Le poème d'Eino Leino imprimé sur la couverture m'a paru illustrer excellemment les aspirations culturelles du peuple de Laponie. J'aimerais aujourd'hui clore mon discours par un extrait de cet émouvant et beau poème:

[Traduit de la traduction en prose anglaise]

«Dresse-toi, noble Finlande, prends ton essor,
dresse-toi au-dessus de nos montagnes et de nos collines,
dresse-toi au-dessus des rives de nos lacs azurés;
havre de nos plus purs espoirs,
rejette les querelles mesquines,
rallie toutes les nations à la bannière de l'espoir,
montre aujourd'hui ce que peuvent aussi
les petits,
lorsque leurs rêves sont généreux.»